

régionaux. Les affrontements entre superpuissances ont contribué à alimenter les tensions et les conflits partout dans le monde. Et cette région a eu droit à plus que sa part de conséquences tragiques. Mais les affrontements entre superpuissances ont parfois servi aussi à limiter et prévenir les conflits. Sans ces limites, les États peuvent profiter d'une liberté nouvelle, mais cette liberté peut les amener à se lancer dans de nouveaux conflits ou à coopérer.

Il existe une relation directe entre la sécurité et la prospérité. L'une est garante de l'autre, et lorsque l'une fait défaut, l'autre est menacée. La pauvreté et le sous-développement menacent la sécurité au plan politique, de même qu'un conflit est l'ennemi de la prospérité et de la croissance.

Le monde a énormément à gagner de la prospérité croissante de l'Asie, et ce n'est que prudence de faire tout le nécessaire pour que cette prospérité se concrétise. Sur un certain plan, cela signifie qu'il faut continuer à encourager les forces du marché, comme le fait le gouvernement de l'Indonésie avec son programme de déréglementation et de diversification; comme le fait le secteur privé canadien avec l'intérêt accru et les investissements plus importants qu'il consacre à cette région; comme le font nos gouvernements réunis pour chercher à réaliser des progrès substantiels dans les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round. Mais une nouvelle occasion nous est aussi offerte aujourd'hui de promouvoir la sécurité politique capable d'assurer une prospérité permanente.

Le relâchement des tensions entre les superpuissances et les nouvelles façons d'aborder les problèmes de sécurité et de coopération en Europe soulèvent une question: les nations de l'Asie-Pacifique doivent-elles envisager de mettre au point un cadre plus large pour le dialogue politique et économique ?

Nous avons déjà commencé à élaborer de nouveaux mécanismes afin de favoriser la coopération économique en Asie-Pacifique. Le Asia-Pacific Economic Cooperation Forum (ou APEC), inauguré à Canberra en novembre dernier, prouve déjà sa valeur et constitue une étape importante dans ce processus. Tant de questions économiques qui concernent les pays de cette région revêtent en même temps une importance pour le reste du monde. Il n'existe plus désormais de politique économique dite "nationale". L'interdépendance exige son propre mode de gestion. Les acquis majeurs obtenus ces derniers temps en Asie ne peuvent être préservés que si les grandes nations commerçantes de l'Asie-Pacifique se consultent régulièrement et de façon constructive sur les moyens de progresser sur les grandes questions de politique économique et commerciale auxquelles tous les membres du GATT sont actuellement confrontés dans le cadre de l'Uruguay Round.